

# Benjamin Nétanyahou frappe l'Iran mais vise Joe Biden

L'offensive menée par le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou contre l'Iran a pour objectif principal de saboter les négociations entre les États-Unis et l'Iran sur le nucléaire. Et elle marque le début d'un bras de fer avec l'administration de Joe Biden.

> SYLVAIN CYPEL > 19 AVRIL 2021

LE 11 AVRIL 2021, MOINS D'UNE SEMAINE APRÈS QUE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN SE sont engagés à Vienne dans des pourparlers pour revenir aux termes de l'accord Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), sur la limitation de la production iranienne de matière fissile – un accord international signé en 2015 et dont Donald Trump a fait sortir son pays en 2018 –, des explosions ont gravement endommagé les capacités du principal site iranien de production de matière fissile, à Natanz. Des sources américaines ont estimé que des « milliers de centrifugeuses », parmi lesquelles certaines du dernier cri, ont été endommagées. Les autorités iraniennes ont instantanément accusé Israël d'être l'auteur de cet acte « terroriste ». Israël n'a, cette fois, pas cherché à masquer la réalité de cette assertion.

L'opération israélienne est apparue à beaucoup « gagnante-gagnante » de son point de vue. Car que cherche Israël ? Benjamin Nétanyahou et son entourage, opposés depuis le premier jour à la signature du JCPOA, n'ont jamais caché leur hostilité à toute forme de retour à son application ni leur volonté de tout mettre en œuvre pour faire échouer un nouvel accord américano-iranien, quelle que soit sa teneur. Dès lors, si Téhéran poursuit les négociations avec Washington sans réagir de manière équivalente, Israël, en l'absence de réaction des grandes puissances signataires de l'accord, se sentira encouragé à poursuivre ses attaques en haussant leur niveau de nocivité. Si, en revanche, Téhéran prend des mesures fermes de rétorsion au niveau de l'attaque subie, Israël arguera d'une « menace » iranienne avérée, propre à faire dérailler tout progrès à Vienne.

**RENFORCER LES CONSERVATEURS À TÉHÉRAN**

Accessoirement, la stratégie israélienne vise aussi à renforcer le camp du « non » à tout accord à Téhéran même. Là encore, plus la négociation de Vienne piétine, et plus ce camp grossit en influence, ce qui laisse Israël espérer qu'à un moment ou un autre, les dirigeants iraniens, perdant patience, finissent par claquer la porte des négociations.

L'attaque sur le site de Natanz a constitué l'acmé d'une offensive militaire lancée depuis trois ans par Israël contre l'Iran. Elle s'est menée sur trois fronts : [en Syrie contre les forces iraniennes et leurs affidés](#), en premier lieu le Hezbollah, Téhéran évitant systématiquement de s'engager dans une escalade ; en Iran, contre le développement du nucléaire militaire après le renoncement iranien à se conformer aux termes du JPCOA, dix-huit mois après que Donald Trump a lui-même retiré la signature américaine au bas de cet accord, en mai 2019. Téhéran, là encore, a réagi de manière très mesurée aux attaques israéliennes, comme après l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, le principal responsable scientifique du nucléaire iranien, en novembre 2020. Enfin, dans les mers d'Oman et d'Arabie, au large de la mer Rouge et en Méditerranée, les Israéliens ont multiplié les attaques pour saborder des tankers iraniens tentant [d'esquiver les sanctions américaines](#).

Fin mars, le *Wall Street Journal* puis, de manière plus détaillée, le quotidien israélien *Haaretz*, ont dévoilé l'existence de cette « bataille navale » entre les deux pays. Jusque-là, Israël et l'Iran, chacun pour ses motifs propres, avait tacitement décidé de maintenir ces joutes maritimes secrètes. Selon le journaliste israélien Yossi Melman, aucun navire iranien n'a été coulé, mais beaucoup ont été suffisamment endommagés pour annuler ou retarder leurs livraisons d'hydrocarbures. « Environ 20 tankers iraniens ont été sabotés. (...) Sur deux années et demie, le coût estimé [pour l'Iran et ses affidés] dépasserait le milliard de dollars » <sup>1</sup>. Après que ces opérations ont été révélées, les Iraniens ont rapidement réagi, sabotant dans le Golfe deux navires commerciaux détenus par des armateurs israéliens, mais de manière à causer peu de dégâts, pour éviter un engrenage risqué. Le 7 avril, enfin, quelques heures avant que ne s'ouvrent les pourparlers de Vienne, Israël frappait en mer Rouge le *Saviz*, un cargo qu'elle soupçonnait d'appartenir aux Gardiens de la Révolution iraniens.

Cinq jours plus tard advenait l'attaque sur le site de Natanz, dont la dimension politique est sans commune mesure avec les batailles précédentes. Ce n'est pourtant pas non plus la première fois qu'Israël s'en prend à la capacité iranienne de produire de la matière fissile. En 2010, une première cyberattaque conçue par le Mossad et la NSA américaine avait permis à un virus informatique, appelé Stuxnet, de causer des dégâts importants aux centrifugeuses iraniennes de Natanz et Bouchehr. Cette fois, l'attaque est plus ambitieuse : elle pourrait avoir fait perdre à l'Iran entre six mois et un an d'enrichissement de matière fissile (Téhéran conteste cette évaluation). Mais c'est surtout le moment choisi pour cette attaque et le fait qu'Israël en assume quasi publiquement la responsabilité qui sont très significatifs.

## **DES NÉGOCIATIONS QUI PROGRESSED À VIENNE**

L'attaque a eu lieu en pleine négociation entre les grandes puissances et l'Iran. Comme l'a écrit le colonel israélien Udi Evenal, de l'Institut de politique et de stratégie d'Herzliya, Israël a tenu à faire savoir qu'il « a choisi la voie de la

confrontation <sup>2</sup>. Et de le faire savoir à qui, précisément ? À l'Iran, certes, écrit Amos Harel, le spécialiste des questions militaires et stratégiques du Haaretz, « mais aussi, et c'est sans doute le plus important, à Washington » <sup>3</sup>. Ce sentiment est partagé par un grand nombre d'analystes, aux États-Unis comme en Israël.

Le moment de l'attaque sur Natanz (une opération obligatoirement préparée de longue date et dont le déclenchement est fonction des circonstances politiques) n'est pas indifférent, estime Ardavan Khoshnood, un analyste du Centre Begin-Sadate d'études stratégiques de Jérusalem. Si, comme il le suspecte et comme les médias s'en sont fait l'écho, Américains et Iraniens avaient progressé à Vienne sur la voie d'un retour au respect mutuel des conditions de l'accord de 2015, « l'attaque sur Natanz pourrait bien être une réaction à un tel accord déjà existant entre les États-Unis et l'Iran » <sup>4</sup>, écrit l'analyste. Autrement dit, le sabotage de la centrale iranienne serait un message israélien prioritairement dirigé vers les États-Unis.

Téhéran, comme on pouvait s'y attendre, a réagi au sabotage de son site par une série de mesures. L'une, de peu d'envergure, s'est réduite dès le lendemain à une attaque de basse intensité en mer d'Arabie contre un cargo commercial détenu pour moitié par un armateur israélien. La seconde a été l'annonce de l'acquisition de 1 000 nouvelles centrifugeuses d'une qualité supérieure aux précédentes pour pallier les dégâts causés à Natanz. La troisième a été plus spectaculaire : l'Iran a indiqué qu'il allait démarrer dès la semaine suivante d'enrichir de l'uranium à 60 %. Pour mémoire, l'accord JCPOA interdisait à l'Iran tout enrichissement au-delà de 3,27 %. Un an et demi après le retrait américain de sa signature au bas de cet accord, l'Iran s'était lui aussi émancipé de ses clauses en engageant un enrichissement de l'uranium à hauteur de 20 %. Mais le passage à 60 % est susceptible de modifier radicalement la donne : s'il y parvenait, malgré le coup porté le 11 avril par Israël, l'Iran pourrait produire suffisamment d'uranium enrichi à 90 % pour être capable de fabriquer une bombe A en six mois, ont estimé des spécialistes. Si tel était le cas, cela placerait les États-Unis exactement devant la très désagréable alternative que le JCPOA visait à éviter : avoir à se confronter à un Iran désormais nucléarisé.

## **LIER LES MAINS À PÉKIN ET MOSCOU**

L'Iran a-t-il les moyens de sa politique ? Nétanyahou, qui ne cesse de crier au loup, fait en réalité le pari que non. Et que, face à la menace qu'il représente, Israël parviendra à faire basculer les États-Unis de son côté. Pourtant, en Israël comme aux États-Unis, des inquiétudes se font jour quant à une évolution périlleuse, voire incontrôlée, de la confrontation actuelle. Amos Harel évoque « un glissement dangereux et continu vers un affrontement militaire plus grave avec l'Iran » <sup>5</sup> dont il pronostique qu'il se conclurait, comme en 2015, par un échec politique israélien. Dans la revue *Foreign Policy*, la chercheuse Maysam Behravesht, spécialiste de l'Iran, va plus loin. Le sabotage israélien, écrit-elle, pourrait constituer exactement « ce dont les Iraniens avaient besoin. (...) Cette attaque n'a pas seulement offert à Téhéran une excuse pour installer des centrifugeuses d'enrichissement d'uranium plus sophistiquées sans payer un grand prix politique, elle a aussi lié les mains de Moscou et de Pékin en termes de pressions sur l'Iran pour qu'il accepte un compromis » <sup>6</sup>.

On peut rétorquer qu'un tel durcissement profiterait aussi, en premier lieu, à Israël, qui n'espère rien tant qu'un blocage de la situation prolongeant le *statu quo* hérité de l'administration Trump dans le rapport américain à l'Iran. Cependant, estime la chercheuse, le risque d'un basculement de l'Iran dans la fabrication d'une bombe A devient aujourd'hui plus tangible. Même si Ali Khamenei, le Guide de la Révolution, n'a cessé de répéter que l'Iran ne fabriquera pas sa bombe, ce qui advient en ce moment « contribue à produire en Iran un soutien collectif sans précédent à la nécessité de détenir la bombe comme ultime moyen de dissuasion. (...) Si le JCPOA s'effondre complètement, que ce soit dû à l'intransigeance américaine ou aux attaques israéliennes, il ne restera aucun autre moyen que la guerre pour contenir le programme militaire iranien. Si celle-ci survient, quelle garantie plausible aurons-nous que l'Iran, en conséquence, ne se précipite pas pour fabriquer sa bombe ? ».

Dans cette atmosphère de montée des tensions, le rapport 2021 d'évaluation des menaces de la communauté du renseignement américain, rendu public le 13 avril, est venu apporter une note beaucoup plus apaisée. Certes, il a été rédigé avant l'attaque israélienne sur le site de Natanz. Certes encore, l'Iran y est toujours caractérisé comme une menace de premier ordre pour les intérêts régionaux américains, en particulier en Irak. Mais, pour ce qui touche aux enjeux nucléaires, le rapport conclut ainsi : « Nous continuons d'évaluer que l'Iran ne s'engage pas actuellement dans les principales activités de développement nécessaires pour produire une arme nucléaire. [...] L'Iran a toujours présenté sa reprise des activités nucléaires comme une réponse réversible au retrait des États-Unis du JCPOA et a déclaré qu'il reviendrait à se conformer pleinement à ses termes si les États-Unis font de même »<sup>7</sup>. Autrement dit, si la collectivité du renseignement américain a un conseil à donner au président Biden, c'est bien d'accélérer un retour à l'accord de 2015, ce qui placera les dirigeants israéliens dans une position des plus inconfortables.

Ce sentiment d'une divergence croissante entre les intérêts américains et israéliens dans l'affaire iranienne est en forte hausse aux États-Unis. Il a reçu une confirmation spectaculaire dans l'éditorial publié au lendemain du sabotage israélien du site de Natanz par le *Washington Post*. Intitulé « Les attaques incessantes d'Israël contre l'Iran peuvent mettre en danger la diplomatie de Biden » cet éditorial pointait « la différence profonde entre les intérêts américains et israéliens. Pour Israël le conflit permanent avec l'Iran est une donnée inamovible, aucune détente n'est concevable [avec ce pays]. En revanche, si l'administration Biden parvient à revenir à l'accord [signé en 2015], il aura les mains plus libres pour retirer des capacités militaires du Proche-Orient et se concentrer sur le défi montant que pose la Chine »<sup>8</sup>.

## PRIORITÉ À LA CHINE

Cette idée d'un lien direct entre le règlement de la question nucléaire iranienne et la capacité américaine de mieux gérer à l'avenir la question qui lui apparaît primordiale, celle de la relation avec Pékin (et accessoirement aussi avec Moscou), est de plus en plus présente aux États-Unis. Directeur du Middle East Security Program, ancien haut fonctionnaire du Pentagone et conseiller du secrétaire d'État John Kerry en 2012-2013, durant le second mandat de Barack Obama, Ilan Goldenberg estime ainsi que « revenir à l'accord [nucléaire] avec l'Iran est essentiel

pour la politique étrangère de Biden ». <sup>9</sup> Si tel est le cas, une confrontation radicale entre Joe Biden et Benyamin Nétanyahou, ou quiconque occupera le poste de premier ministre en Israël à l'avenir, apparaît inéluctable.

Comment Biden se positionnera-t-il ? Lui seul est en mesure, s'il s'en donne les moyens, de mettre en échec la stratégie israélienne de sabotage d'un accord avec Téhéran. Il y a six ans, Barack Obama, qui s'était fait publiquement humilier au Congrès par Nétanyahou précisément sur la négociation avec l'Iran, avait opté pour le mépris, l'absence de toute réaction. Nétanyahou pouvait aboyer, la caravane Obama avançait sans s'en préoccuper. Et c'est ce qui advint, avec la signature de l'accord JCPOA en 2015. Aujourd'hui, les signaux issus de la Maison Blanche sont contradictoires. D'abord, elle semble divisée sur la question iranienne, entre ceux qui veulent retourner rapidement à l'accord initial pour pouvoir aller de l'avant sur d'autres dossiers, et ceux qui, au contraire, craignent qu'en revenant sans autre forme de procès à l'accord initial, Washington n'obtienne rien de plus ensuite. Ainsi, le secrétaire d'État Antony Blinken n'a pas dit un mot de l'attaque israélienne sur Natanz, mais il a jugé la réaction iranienne « *provocatrice* »...

C'est que le rapport qu'entretient Washington avec les frappes israéliennes semble ambivalent. Beaucoup pensent qu'au fond, l'administration Biden estime qu'elles lui sont momentanément profitables. En l'affaiblissant, elles poussent Téhéran à plus de compromis, donc à plus de disposition à trouver rapidement un terrain d'entente sur la suite des négociations. D'autres pensent qu'une partie de l'entourage de Biden est au contraire inquiète. Pour eux, Israël a frappé maintenant précisément parce que les négociations à Vienne progressaient. Ceux-là estiment que si l'occasion de retourner à l'application du JCPOA passe, elle risque de ne pas revenir de sitôt. Et donc de peser très lourd sur la suite du mandat de Biden. Si cette tendance l'emporte, Israël pourrait connaître des jours difficiles.



### SYLVAIN CYPEL

A été membre de la rédaction en chef du *Monde*, et auparavant directeur de la rédaction du *Courrier international*. Il est...  
(suite)

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

<sup>1</sup> Yossi Melman, « Who's leaking about the Israel-Iran brawl at sea », *Haaretz*, 30 mars 2021.

<sup>2</sup> Cité par Amos Harel, « Israel is walking straight into an Iran crisis with eyes wide open », *Haaretz*, 14 avril 2021.

<sup>3</sup> Amos Harel, *idem*.

<sup>4</sup> Ardavan Khoshnood, « The attack on Natanz and the JCPOA », *BESA Center Perspectives*, no. 997, 14 avril 2021.

<sup>5</sup> Amos Harel, *idem*.

<sup>6</sup> Maysam Behravesh, « Nuclear sabotage could be what Iran needed », *Foreign Policy*, 13 avril 2021.

<sup>7</sup> [« 2021 Threat assessment of the U. S. intelligence community »](#).

<sup>8</sup> *Washington Post*, 12 avril 2021.

<sup>9</sup> Ilan Goldenberg, « Returning to the Iran deal is essential for Biden's Foreign Policy », interview sur la chaîne publique NPR, 9 avril 2021.